

7 Juin 2017

### L'amie allemande

Hourra ! Angela Merkel est enfin sortie de son mutisme. Huit mois après le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, la Chancelière a fini par admettre, dans un entretien au quotidien « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (3/6), la nécessité de renforcer les outils européens pour gérer les crises. Ses contre-propositions restent cependant très en deçà des grands desseins élyséens... « *Merkel peut donner le sentiment de nous ménager publiquement, affirmait récemment la ministre des Affaires européennes,*

*Nathalie Loiseau, devant quelques-uns de ses collègues, mais, dans les faits et en sous-main, elle ne nous fait aucun cadeau et elle ne pense qu'à une chose : la suprématie du PPE (le Parti populaire européen, auquel la CDU est affiliée) et, à travers lui, de l'Allemagne. »*

Une analyse partagée par Macron, qui, en petit comité, s'est récemment déclaré « lucide » sur la stratégie de Merkel.

Et dire qu'ils se présentent comme les meilleurs amis d'Europe...

### Envieux d'outre-Rhin

*« Angela Merkel n'est pas aussi égoïste que ce que le président français imagine ! »* rétorque un membre important de la CDU. Affaiblié par les élections et l'entrée

en force du parti populiste AfD au Bundestag, « *la Chancelière est prisonnière des tensions qui agitent sa famille politique* ». La CDU et, surtout, la CSU, parti frère bavarois, lui imposent en effet des orientations politiques sur l'Europe qui ne sont pas celles de Macron.

*« Les chrétiens-démocrates sont tout simplement jaloux de l'aura d'Emmanuel Macron sur la scène internationale, explique un diplomate allemand. Pendant douze ans, ils ont régné sur l'Europe. Voir Donald Trump recevoir le président français pendant trois jours et n'accorder que trois heures à la Chancelière les a rendus malades. »*

Trump a réussi son coup : diviser pour mieux régner...



## L'ÉDITORIAL

de Pascal Coquis

### CRISE DES RÉFUGIÉS

## « Scène de naufrage »

7 Juin 2017

« Scène de naufrage », c'était l'autre titre du tableau « Le radeau de la méduse », peint par Géricault il y a tout juste deux siècles. C'est aussi celui qui convient le mieux au spectacle navrant une nouvelle fois proposé hier par les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne réunis à Luxembourg. Tous ou presque pareillement incapables de voir plus loin que leurs petits horizons nationaux et infichus d'afficher un début de solidarité sur la question migratoire.

Il y a urgence pourtant à réagir et à prendre enfin le problème à bras-le-corps, après trois années d'atermolements et de renoncements coupables. Et à sortir du double jeu de quelques-uns, à commencer par la France, qui se parent des plus belles vertus dans les discours, mais qui refusent d'appliquer les généreux principes qu'ils professent.

Cette question centrale des migrations qui agite le continent depuis trois ans maintenant, après une première alerte ignorée en 2005, menace désormais de sonner le glas de l'Europe. En tout cas celui de l'Europe politique telle qu'on la conçoit depuis bientôt soixante-dix ans : comme une entité incarnant un modèle de société solidaire et unitaire.

Jamais plus que dans ce dossier le terme d'Union n'aura été aussi galvaudé.

Car aujourd'hui, l'UE n'est pas seulement traversée par des courants ou des tendances, animée par des débats nécessaires, fussent-ils vifs. Elle se divise et se fissure, se craquelle et se fracture. Chacun campant au milieu de son pré carré, poings sur les hanches et le regard ailleurs. Ignorant les appels au secours des voisins en première ligne, comme la Grèce ou l'Italie. Se griffant ensuite le visage devant l'avancée des mouvements populistes qui n'est pas une fatalité, mais le fruit d'une politique – ou plutôt d'une absence de politique – délétère.

En matière migratoire, l'Europe n'est plus qu'une addition d'égoïsmes et de lâchetés. Et c'est toujours ce qui mène aux catastrophes. Si on veut des exemples, il suffit d'ouvrir les livres d'Histoire, ils en sont remplis. ■

# La virée impériale très réussie de Donald Trump

## Il a humilié Merkel et May, sorti des chiffres extravagants, et les Européens ont baissé pavillon...

**L** PRÉSIDENT AMÉRICAIN, qui se flatte de ne jamais lire les dossiers qu'on lui remet, avait bien préparé sa tournée impériale en Europe et le sommet de l'Otan des 11 et 12 juillet, à Bruxelles. Trois semaines avant cette réunion, Trump avait adressé, le 19 juin, une lettre comminatoire à ses très estimables collègues – 28 chefs d'Etat et de gouvernement –, où il annonçait son intention de les maltraiter. Le ton employé était « fort désagréable », affirme-t-on au Quai d'Orsay, et « Le Canard » peut

seulement citer cet extrait de la prose de Trump : « Il me devendra de plus en plus difficile, menaçait-il, de justifier devant les citoyens des Etats-Unis le fait que certains de nos alliés refusent de partager le fardeau (financier) de la sécurité collective. »

Au même moment, des généraux français apprenaient que la Maison-Blanche avait chargé le Pentagone d'examiner les répercussions d'un retrait partiel, voire total, des troupes américaines basées en Europe, et notamment des 35 000 hommes qui campent en Allemagne. En clair, Trump laissait entendre que, si les Européens

continuaient de renâcler à porter leur budget de la Défense à 2 % de leur produit intérieur brut (PIB), il les laisserait tout nus face aux méchants Russes. Et il balançait, en pleine nuit, un « tweet » vengeur contre Angela Merkel, classée parmi les très avares membres de l'Otan (« Le Canard », 11/7). Certains mauvais esprits, allemands ou français, affirment que Trump veut surtout voir ses alliés augmenter leurs dépenses militaires pour qu'ils s'équipent en matériels américains, et ils n'ont pas tort.

### Insultes en cascade

La semaine dernière, dès l'ouverture du sommet de l'Otan, le 11 juillet, le président US hausse encore le ton. Avec son élégance coutumière, il humilie Angela Merkel, l'accusant d'être dans la main de Moscou. A l'entendre, l'Allemagne verse des milliards de dollars aux Russes en leur achetant 70 % de ses besoins en énergie. C'est très loin de la réalité. La presse allemande lui répondra vertement, à la différence de la Chancelière, soucieuse de ménager ce « procureur » américain, car il menace d'alourdir les taxes sur les voi-

tures allemandes vendues aux USA. Enfin, tout fier de se comporter en patron de l'Otan, Trump fait une proposition déhàntante : que les membres de l'Otan portent leur budget militaire à 4 % de leur PIB...

Avant de quitter Bruxelles pour gagner Londres, « ce type insupportable », comme le qualifient nombre de diplomates, accorde un entretien au quotidien « The Sun », que lira Theresa May quelques heures avant de le recevoir en tête à tête et de lui offrir « un dîner de gala ». La Première ministre ne s'attendait pas à être traitée de la sorte. Dans ce journal britannique, Trump s'essuie littéralement les pieds sur elle : « J'ai dit à Theresa May comment faire pour rompre les liens avec l'Europe, mais elle ne m'a pas écouté. » En revanche, il fait l'éloge de Boris Johnson, très anti-Europe, vient de démissionner de son ministère des Affaires étrangères. Il ferait « un excellent Premier ministre », soutient Donald Trump. Le maire travailliste de Londres, Sadiq Khan, d'origine pakistanaise et musulman, en prend pour son grade : « Regardez le terrorisme qui s'est implanté dans cette ville et les

crimes qui y sont perpétrés. » Encore une fausse information. Curieusement, le même jour, la Maison-Blanche publie un communiqué qui tente de minimiser les diatribes de Trump. Extrait : « Le président apprécie (1) et respecte (1) énormément la Première ministre Theresa May. » Mais comment avaler ce genre de bébises rédigées par un conseiller qui ne doute jamais de rien...

Et les Européens ? A la fin du sommet, ils ont déclaré que l'Otan en sortait renforcée. Peu importent donc les insultes, les humiliations, les chiffres extravagants et les rappels à l'ordre lancés par Trump. Et peu importe aussi le jeu que ce dernier mène avec la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie – quatre Etats où prolifèrent nationalistes et extrémistes – dans l'espoir d'affaiblir cette Union européenne qu'il méprise, quand il ne soutient pas publiquement l'extrême droite allemande, via son ambassadeur à Berlin.

L'indépendance politique et commerciale du Vieux Continent à l'égard de la Grande Amérique n'est pas une vertu européenne.

**Claude Angeli**

« Le Canard enchaîné » – mercredi 18 juillet 2018 - 3

11. Juni 2018

# Verteidigung Nato und EU wollen enger zusammenarbeiten

Die Europäische Union und die Nato beteuern in schwierigen Zeiten ihren Zusammenhalt. Eine gemeinsame Erklärung soll nun zusätzlichen Schwung für gemeinsame Projekte bringen.

Brüssel (dpa) - Die Nato und die EU wollen ihre Zusammenarbeit weiter ausbauen. «Wir sind stolz darauf, was bislang gemeinsam erreicht wurde, aber wir können noch mehr tun», heißt es in einer Erklärung, die Nato-Generalsekretär Jens Stoltenberg sowie EU-Ratspräsident Donald Tusk und EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker gestern in Brüssel unterzeichneten. Die aktuellen sicherheitspolitischen Herausforderungen aus Richtung Osten und Süden machten eine Fortsetzung der Kooperation unerlässlich.

Die EU und die Nato spielen damit vor allem auf die als aggressiv wahrgenommene Politik Russlands sowie auf die Krisenherde im Nahen Osten und in Afrika an. Die möglichen Bedrohungen dadurch sollen heute und morgen auch Thema bei dem Nato-



Jens Stoltenberg (M), Donald Tusk (l) und Jean-Claude Juncker, bei der Unterzeichnung der Nato-Eu-Erklärung.

Foto dpa/Geert Vanden Wijngaert

Gipfel in Brüssel sein.

Fortschritte bei der Zusammenarbeit wollen EU und Nato der Erklärung zufolge vor allem in Bereichen wie Terrorbekämpfung und militärische Mobilität erzielen. Zudem soll bei der Abwehr von Gefahren durch atomare, biologische und chemische Stoffe enger kooperiert werden.

## Keine Konkurrenz zur Nato

Am Rande wird in der Erklärung auch auf US-amerikanische Sorgen eingegangen, dass die EU ihre geplante Verteidigungsunion langfristig als Konkurrenzor-

ganisation zur Nato aufbauen könnte. So wird festgehalten, dass neue Fähigkeiten so entwickelt werden sollten, dass sie die der Nato ergänzen und mit ihnen kompatibel sind. Die Nato werde für alle Alliierten weiterhin eine einzigartige und wesentliche Rolle als Grundpfeiler der kollektiven Verteidigung spielen.

Damit gehen die 22 EU-Länder, die gleichzeitig auch Nato-Staaten sind, zumindest ein Stück weit auf die USA zu, die im Februar von der EU sogar eine schriftliche Garantie verlangt hatten, dass sie keine Doppelstrukturen im Bereich der Verteidi-

gung aufbaut. Das Projekt war im Dezember mit dem Beschluss für eine Militärkooperation begonnen worden, genannt Pesco. Ziel ist es, die EU flexibler und unabhängiger von den USA zu machen - zum Beispiel mit Blick auf mögliche Friedenseinsätze in Afrika. Hintergrund sind allerdings auch die Entwicklungen nach der Wahl von Donald Trump zum US-Präsidenten. Dessen Politik steigert nach Ansicht vieler EU-Staaten die Notwendigkeit, sich unabhängiger von den USA zu machen.

EU-Ratspräsident Donald Tusk hat US-Präsident Donald Trump aufgefordert, beim Nato-Gipfel nicht nur über Verteidigungsausgaben zu reden. «Die Europäer geben heute ein Vielfaches dessen für Verteidigung aus, was Russland ausgibt und genauso viel wie China», sagte Tusk. Trump solle sich daran erinnern, wie die europäischen Partner nach den islamistischen Terroranschlägen am 11. September 2001 an der Seite der USA gestanden hätten. Allein 870 europäische Männer und Frauen hätten im darauf folgenden Afghanistan-Einsatz ihr Leben gelassen. «Es ist immer gut zu wissen, wer strategischer Freund ist und wer strategisches Problem ist», sagte Tusk.

12 juillet 2017

DEFENSE Bruxelles

# OTAN : le chantage de Trump aux Européens

Le président des États-Unis menace ses alliés de l'OTAN de lier les questions de sécurité à la guerre commerciale déclenchée au nom de « l'Amérique d'abord ».

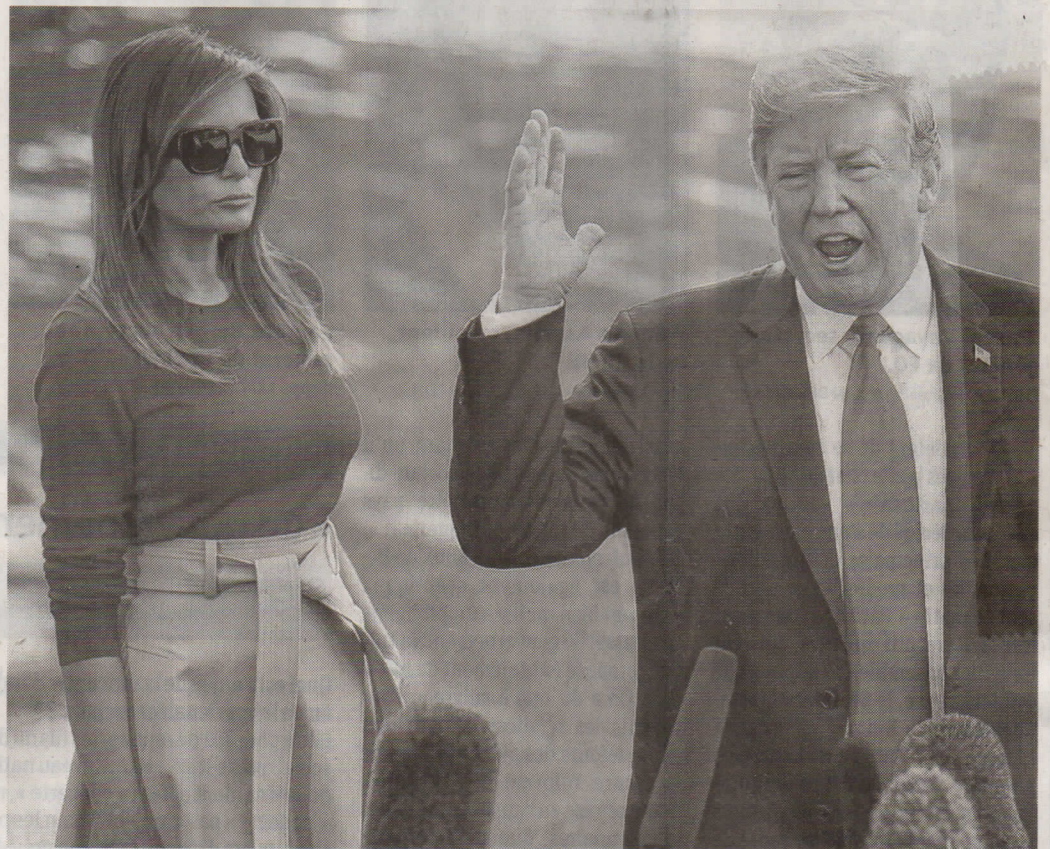
**L**e sommet de l'OTAN qui s'ouvre aujourd'hui à Bruxelles tournera-t-il au bras de fer entre les États-Unis et leurs alliés ? Les dirigeants européens craignent un nouveau coup d'éclat de l'imprévisible Donald Trump. Le président des États-Unis avait torpillé le compromis censé apaiser la guerre commerciale en retirant brutalement sa signature. Cette fois, il pourrait exercer un chantage en liant les questions de sécurité en Europe à son offensive sur le plan commercial.

« Les États-Unis dépensent beaucoup plus pour l'OTAN que n'importe quel autre pays. Ce n'est pas juste », a prévenu Donald Trump. Le président des États-Unis vise en particulier l'Allemagne. Il reproche à la chancelière Angela Merkel, sa bête noire, de ne consacrer « que 1 % » du PIB (produit intérieur brut) aux dépenses de défense « quand les États-Unis sont à 4 % ».

Le budget militaire de la plus grande puissance économique européenne plafonnera à 1,3 % du PIB en 2019, loin de l'objectif de 2 % que se sont fixé les membres de l'OTAN.

## « L'OTAN nous coûte cher »

Donald Trump fait un parallèle avec le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de l'Union européenne, et menace de taxer les importations de voitures allemandes après les droits de douane sur l'acier et l'aluminium.



Donald Trump a multiplié les déclarations et les tweets menaçants avant de s'envoler pour sa tournée européenne qui débute à Bruxelles par le sommet de l'OTAN aujourd'hui.

PHOTO SAUL LOEB/AFP.

En mars 2016, Donald Trump avait déjà qualifié l'Alliance atlantique « d'obsolète ». Il s'en est pris à nouveau à cet instrument de défense collective au sommet du G7. « L'OTAN est aussi mauvaise que l'Alena (l'Accord de libre-échange nord-américain). Elle coûte beaucoup trop cher aux États-Unis », a-t-il lancé.

Après le retrait des États-Unis

de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord sur le nucléaire iranien, de l'Unesco et du Comité des droits de l'homme de l'ONU, jusqu'où le président des États-Unis ira-t-il dans son rejet du multilatéralisme ?

Le programme de la tournée européenne de Donald Trump apportera une réponse, car le président américain rencontrera Vladimir Poutine lundi à Hel-

sinki. Donald Trump fera-t-il des concessions à son homologue russe au risque d'affaiblir l'OTAN ? « Il y a l'OTAN, le Royaume-Uni, et il y a Poutine. Franchement, Poutine pourrait être le plus facile de tous. Qui l'aurait pensé... », a tweeté le président des États-Unis avant d'exiger des alliés qu'ils remboursent leurs arriérés de paiement à l'OTAN. ■

# Nato-Gipfel US-Präsident Trump sorgt für Handlungsdruck

Hinter verschlossenen Türen stößt US-Präsident Trump offene Drohungen gegen seine Nato-Partner aus. Kurz darauf gibt er sich plötzlich zufrieden. Denn es scheint Bewegung zu geben - auch bei Deutschland.

Brüssel (dpa) - Unter beispiellosem Druck von US-Präsident Donald Trump hat Bundeskanzlerin Angela Merkel weitere Zugeständnisse bei den deutschen Militärausgaben angedeutet. Angesichts der Diskussion in der Nato «müssen wir immer wieder fragen, was können wir gegebenenfalls noch mehr tun», sagte die CDU-Chefin gestern beim Nato-Gipfel. Zuvor hatte Trump in einer weiteren Brandrede einen Alleingang in Verteidigungsfragen angedroht. Nach einer Krisensitzung zeigte er sich dann aber zufrieden und sicherte seine Bündnistreue zu.

«Das Bekenntnis der Vereinigten Staaten zur Nato ist sehr stark, bleibt sehr stark», sagte Trump in einer kurzfristig angesetzten Pressekonzferenz und verwies auf angebliche konkrete neue finanzielle Zusagen der Bündnispartner. Er habe den Partnern gesagt, dass er sehr unglücklich wäre, wenn sie ihre Zahlen nicht erhöhen würden. «Sie haben sie substantiell erhöht», sagte er. Hintergrund dieses verwirrenden Hin und Hers ist der seit Monaten währende Streit über das sogenannte Zwei-Prozent-Ziel der Nato. 2014 hatten die Bündnispartner zugesagt, bis 2024 Verteidigungsausgaben in Höhe von zwei Prozent ihres Bruttoinlandsprodukts anzustreben. Deutschland erreicht derzeit nur 1,24 Prozent und stellte bislang auch für 2024 höchstens 1,5 Prozent in Aussicht. Trump hatte deshalb massiven Druck aufgebaut und gefordert, alle Nato-Partner müssten sofort die zwei Prozent erreichen.

In einer Sitzung hinter verschlossenen Türen drohte er nach Angaben von Diplomaten gestern Vormittag dann damit, entweder die zwei Prozent würden von allen schon 2019



US-Präsident Donald Trump sicherte schießlich seine Bündnistreue zu.  
Foto dpa/Bernd von Jutrczenka

erreicht oder er werde «sein eigenes Ding machen». Was das genau bedeuten sollte - Truppenreduzierungen oder etwa gar einen völligen Bruch mit der Nato - ließ Trump offen. Er beantwortete dies auch später nicht, sondern sagte nur, die Partner «waren wohl beunruhigt».

## «Gemeinschaftsgeist»

Tatsächlich wurde der geplante Ablauf beim Nato-Gipfel über den Haufen geworfen und eine Krisensitzung der 29 Bündnispartner anberaumt. Danach war Trump voll des Lobes für alle Nato-Partner, pries den großen «Gemeinschaftsgeist» und das fantastische Treffen. «Das zusätzliche Geld, das sie ausgeben wollen, ist wirklich toll», sagte er. «Den Geist im Raum zu sehen, ist wirklich unglaublich.»

Bundeskanzlerin Merkel äußerte sich anders. Die Beratungen über die Lastenteilung der Nato nannte sie eine «sehr ernste Diskussion». Auf eine Frage zu Trumps Drohung sagte sie: «Ich kann nur zusammenfassen,

was das Ergebnis ist: Klares Bekenntnis aller zur Nato und eine deutliche Bereitschaft aller, angesichts veränderter Sicherheitslagen einen Beitrag zu leisten.» Welche zusätzlichen Steigerungen im deutschen Militärhaushalt es geben könnte oder ob der Zeitplan gestrafft werden könnte, ließ Merkel offen. Trumps Bemerkung, Deutschland werde 2028 oder 2030 das Zwei-Prozent-Ziel erreichen, wollte die Bundesregierung nicht kommentieren. Trump schwenkte nach seinen heftigen Attacken wieder auf Freundlichkeiten gegenüber Deutschland ein: «Ich habe große Achtung vor Deutschland», sagte er.

Wie die Nato den dramatischen Streit auf Dauer übersteht, ist offen. Generalsekretär Jens Stoltenberg spielte die Auseinandersetzung herunter und nannte den Gipfel sehr gut. Trump habe Handlungsdruck bei den Militärausgaben erzeugt, sagte Stoltenberg zum Abschluss. Seit Trumps Amtsantritt hätten Kanada und die europäischen Alliierten 41 Milliarden US-Dollar zusätzlich für Verteidigung ausgegeben. Gestern hätten die Alliierten zugesagt, ihre Anstrengungen noch einmal zu verstärken. Das Bündnis hatte sich bereits vorab auf Kapriolen Trumps eingestellt, doch spitzten sich die Ereignisse im Lauf der zwei Tage teils dramatisch zu. Einzelne Partner scheinen Trumps Einschätzungen nicht zu teilen. So sagte Präsident Emmanuel Macron, es seien nur bereits gemachte finanzielle Zusagen bekräftigt worden.

Trump hatte seit vorgestern Deutschland auch immer wieder wegen milliardenschwerer Gasimporte aus Russland kritisiert, mit dem Argument, der Hauptgegner der Nato werde über die Einnahmen gestärkt. Er hatte dies auf das deutsch-russische Pipeline-Projekt Nord Stream 2 gemünzt. Wenige Tage vor seinem Treffen mit dem russischen Präsidenten Wladimir Putin in der finnischen Hauptstadt Helsinki am Montag äußerte sich der US-Präsident aber freundlich. Er hoffe auf ein engeres Verhältnis zu Putin. «Hoffentlich wird er eines Tages vielleicht ein Freund sein - könnte passieren», sagte Trump. Er kenne Putin einfach nicht so gut.

# Migration Zukunft von EU-Einsatz im Mittelmeer bleibt fraglich

**Der EU-Marineinsatz im Mittelmeer steht wegen der Drohungen Italiens möglicherweise vor dem Aus. Die Verteidigungsminister der anderen EU-Staaten geben sich bei einem Treffen in Wien machtlos.**

Wien (dpa) - Im Streit um den in der Flüchtlingskrise gestarteten EU-Marineinsatz im Mittelmeer ist keine schnelle Lösung in Sicht. Deutschlands Bundesverteidigungsministerin Ursula von der Leyen machte gestern bei einem EU-Treffen in Wien deutlich, dass Italiens Forderung nach einer fairen Verteilung von aus Seenot geretteten Migranten ein Thema für die Innenminister oder Staats- und Regierungschefs sei. Sie appellierte zugleich an die Regierung in Rom, die 2015 zur Bekämpfung der Schleuserkriminalität gestartete Operation Sophia nicht durch eigenmächtige Schritte zu gefährden. Es gehe auch um die Frage der Glaubwürdigkeit und der Zuverlässigkeit europäischer Missionen, sagte von der Leyen (CDU). Die Operation Sophia sei gemeinschaftlich auf den Weg gebracht worden, nun müsse sie auch wie geplant fortgesetzt werden.

Hintergrund für den Appell der deutschen Ministerin sind Drohungen der Regierung in Rom. Sie will 2015 vereinbarte Einsatzregeln ändern, die vorsehen, dass alle am Rande der Operation geretteten Migranten automatisch



Crew-Mitglieder stehen am Bord des neuen Flaggschiffs der EU-Mission «Sophia», dem spanischen Schiff «Cantabria»  
Foto dpa/Simon Kremer

nach Italien gebracht werden. Für den Fall, dass es keine Änderungen gibt, will sie italienische Häfen für Schiffe der EU-Operation sperren lassen. Die anderen EU-Staaten wollen sich allerdings nicht erpressen lassen. Sie verweisen darauf, dass das aktuelle Mandat erst Ende des Jahres ausläuft und die Operation vor allem für Italien nützlich sei.

## Dublin-Verordnung

Die EU-Außenbeauftragte Federica Mogherini verwies darauf, dass Sophia dazu beigetragen habe, die Zahl der aus Richtung Libyen in Italien ankommenden Migranten deutlich zu senken. Der österreichische Verteidigungsminister Mario Kunasek sagte, es gehe auch um einen funktionierenden Grenzschutz.

Aller Voraussicht nach werden nun Mitte September erneut die Innenminister der EU-Staaten versuchen, eine Lösung für den Streit um die Verteilung von Migranten zu finden. Sollte das Treffen am 13. und 14. des Monats kein Ergebnis bringen, müssen sich vermutlich am 20. September die Staats- und Regierungschefs mit dem Thema beschäftigen. Sie kommen dann in Salzburg zu informellen Gesprächen zusammen. Die Reform des Dublin-Systems, das die Zuständigkeit für Asylsuchende regelt, sei überfällig, sagte von der Leyen. Nach der Dublin-Verordnung sollen Asylbewerber dort registriert werden, wo sie die Europäische Union zuerst betreten haben. Dieses Land ist in der Regel auch für den Asylantrag zuständig. Die Operation Sophia

war 2015 zur Bekämpfung der Schleuserkriminalität gestartet worden und wurde mittlerweile auf weitere Aufgaben wie die Ausbildung der libyschen Küstenwache ausgeweitet. Am Rande des Einsatzes müssen aber auch immer wieder Migranten aus Seenot gerettet werden. Bislang waren es insgesamt mehr als 49 000.

Um den Streit zu lösen, hatte der Auswärtige Dienst der EU zuletzt vorgeschlagen, Migranten auch in andere EU-Länder am Mittelmeer zu bringen. Zudem sollen im Idealfall künftig alle EU-Staaten Gerettete aufnehmen. Dazu könnte es auf Basis von freiwilliger Solidarität eine Umverteilung geben. Bislang ist für eine solche Lösung allerdings nicht die notwendige Unterstützung erkennbar.

OPERATION "SOPHIA"

28.08.2018

# Diplomatie Macrons Forderungen

**Die EU-Partner sollen mehr Verantwortung für ihre eigene Verteidigung übernehmen, fordert der Staatschef. Dazu soll auch die gegenseitige Beistandspflicht der EU-Staaten «mehr Substanz» bekommen.**

Paris (dpa) - Präsident Emmanuel Macron will Europa in der Verteidigungspolitik unabhängiger vom großen Nato-Partner USA machen. «Europa kann seine Sicherheit nicht mehr allein den Vereinigten Staaten anvertrauen», sagte Macron gestern in einer Grundsatzerede vor französischen Diplomaten in Paris. Die europäische Sicherheits- und Verteidigungspolitik müsse deshalb grundlegend überprüft werden. Er kündigte dafür eine Initiative für die kommenden Monate an. Macron plädierte auch für einen neuen Dialog mit Russland über sicherheitspolitische Fragen.

stehende Hilfe und Unterstützung».

Frankreich sei zu einer «konkreten Diskussion» bereit, was die vertraglichen Verpflichtungen enthalten, sagte Macron. Was er sich genau vorstellt, ließ er aber offen. Er erinnerte daran, dass sein Land bereits Ende 2015 nach den islamistischen Terrorattaken in Paris unter Berufung auf die EU-Verträge militärische Unterstützung von Partnern eingefordert hatte. Die Vorschläge reihen sich ein in eine Reihe von Ideen Macrons zur Stärkung der Europäischen Union. Der Staatschef fordert schon länger eine «strategische Autonomie» für Europa. Hintergrund ist auch der Kurs der USA unter Präsident Donald Trump. Dieser hatte mehrfach Zweifel geweckt, ob er im Fall eines Angriffs auf ein Nato-Mitglied zum Beistandprinzip der Nordatlantik-Allianz stehe. Macron sagte: «Es ist heute an uns, unsere Verantwortung zu übernehmen und die europäische Sicherheit und Souveränität zu garantieren.» Eine Sprecherin der EU-Außenbeauftragten Federica Mogherini verwies darauf, dass die Europäische Union bereits in den vergangenen Jahren Schritte unter-nommen habe, um die eigene Sicherheits- und Verteidigungsarchitektur zu stärken. Als Beispiele nannte sie die Militär-kooperation PESCO, den Aufbau eines europäischen Verteidigungsfonds sowie die neue Kommandozentrale für EU-Aus-

landseinsätze. Macron erteilte überdies weiteren Verhandlungen mit der Türkei über einen EU-Beitritt derzeit eine Absage und begründete dies mit dem Kurs des Präsidenten Recep Tayyip Erdogan. Dieser verfolge ein «span-islamisches Projekt», das regelmäßig als anti-europäisch dargestellt werde, sagte er. Er plädierte dagegen für eine «strategische Partnerschaft» mit der Türkei und Russland, um die Länder an Europa zu «koppeln».

Macron unterstrich angesichts nationalistischer Tendenzen, dass Frankreich sich für einen starken Multilateralismus einsetzen wolle. So lud er die USA, die EU, China und Japan für November zu Gesprächen über eine Reform der Welthandelsorganisation WTO ein. Einen entsprechenden Vorstoß hatte Macron bereits vor Monaten angekündigt. Vor dem Hintergrund des heftigen Handelskonfliktes zwischen den USA und China soll nun eine erste Konferenz am Rande der Gedenkfeiern zum 100. Jahrestag des Waffenstillstands im Ersten Weltkrieg in Paris stattfinden. «Ich denke, dass wir in einigen Monaten ein wirksameres und gerechteres System schaffen können.»



**Präsident Macron hält eine Rede während der jährlichen Botschafterkonferenz im Elysée-Palast. Foto dpa/Philipp Woljazer**

und der EU-Kommission dazu beitragen, ein dauerhaftes «solides und wirksames» System zu schaffen.

**G7 reformieren**

Emmanuel Macron will sich auch für eine Reform der G7-Gruppe der führenden Wirtschaftsnationen einsetzen. «Ich möchte, dass wir ihre Formate und Ambitionen erneuern», sagte er. «Wir dürfen nicht dieses Theater des Schattens und der Spaltungen wiederholen, das uns, glaube ich, mehr geschwächt als vorangebracht hat.» Damit bezog er sich offensichtlich auf den letzten G7-Gipfel im vergangenen Juni. Damals hatte US-Präsident Donald Trump seine Unterstützung für die gemeinsam ausgehandelte Abschlusserklärung im Nachhinein per wütender Twitter-Nachricht zurückgezogen. Frankreich übernahm 2019 die Präsidentschaft der G7 von Kanada. Macron forderte einen stärkeren Dialog «mit China über Klima und Handel, mit Indien über das Digitale, mit Afrika über die Jugend». Er werde bis Ende des Jahres eine Reform vorschlagen - in Verbindung mit den USA. Der nächste G7-Gipfel soll im Sommer des kommenden Jahres im Seehad Biarritz an der französischen Atlantikküste stattfinden.

**Mittelmeer-Gipfel in Marseille im Sommer 2019 geplant**

Paris (dpa) - Staatspräsident Emmanuel Macron will im Sommer kommenden Jahres zu einem Mittelmeer-Gipfel in der Halbinsel Marokko einladen. Es gehe darum, «den Faden einer Mittelmeerpolitik» wieder aufzunehmen, sagte Macron gestern in Paris. Er erinnerte an das Vorhaben des früheren Staatschefs Nicolas Sarkozy, der im Juli 2008 mit einem großen Gipfel in der Hauptstadt eine Union für den Mittelmeerraum gegründet hatte. Diese Mittelmeerunion versank aber rasch in politischer Bedeutungslosigkeit. Macron forderte, die neue Mittelmeerpolitik müsse anders sein. Dabei sollten die Zivilgesellschaften miteinbezogen werden.

# Au Danemark, Macron défend son projet européen

Au Danemark... presque comme si de rien n'était. Hier à Copenhague, au premier jour de sa mini-tournée européenne qui doit le conduire aussi en Finlande, le président Macron a appelé à « redoubler les efforts » pour construire une Europe forte et autonome, capable de faire jeu égal avec Washington et Pékin. Un discours que le chef de l'Etat a déjà martelé lundi déroulant sa feuille diplomatique devant les ambassadeurs français réunis à l'Elysée. Son idée est de doter l'Europe d'une défense autonome car « elle ne peut plus remettre sa sécurité aux seuls Etats-Unis ».

Devant le Premier ministre danois Lars Lokke Rasmussen, le chef de l'Etat a aussi longuement détaillé ses projets pour taxer les géants du numérique, organiser une solution coordonnée pour les migrants ou encore

harmoniser les régimes fiscaux, réformes dont Copenhague partage les buts mais pas tous les moyens prônés par Paris. Il a aussi critiqué les « solutions nationalistes » qui ne proposent que des « désaccords partagés ».

## « Il faut redoubler d'efforts »

Sept mois avant les élections européennes du 26 mai 2019, Emmanuel Macron se heurte à une vague nationaliste, de l'Italie à la Hongrie, qui affaiblit son ambition de refonder l'Union européenne. « Est-ce une raison pour abandonner ? Certainement pas [...]. Il faut en réalité redoubler nos efforts », avait-il assuré lundi.

Le chef du gouvernement danois a préféré gommé ses divergences avec la France, que ce soit sur les réformes économiques ou sur l'accueil des migrants, où

le pays applique une ligne dure. Il a en revanche mis en avant l'attachement du Danemark à l'Europe, même si pour lui « l'Union doit résoudre les gros problèmes mais il faut laisser davantage de sujets aux nations ». Lars Lokke Rasmussen a aussi souligné les points d'accord avec Paris, comme sur le renforcement de la défense européenne et de l'aide au développement.

Emmanuel Macron a ensuite passé une heure avec 300 étudiants pour débattre de l'avenir de l'Europe. « N'abandonnez jamais le rêve européen, leur a-t-il demandé. Sans un renouveau de l'Europe, d'autres grandes puissances décideront pour nous. » Aujourd'hui, le président rencontrera 300 patrons et syndicalistes danois avant de se rendre en Finlande jusqu'à demain soir. ■

TTE-GE1 05

82

29 Août 2016



31.8.18

AKTUELL

DPA

ALS

## EU Deutschlands Ansichten

**Der deutsche Finanzminister Olaf Scholz will Fusionen in der europäischen Rüstungsindustrie und mehr Krisenfestigkeit in Europa.**

Jouy-en-Josas/Frankfurt/Main (dpa) - Zur Stärkung der EU-Verteidigungspolitik hat Bundesfinanzminister Olaf Scholz eine engere Zusammenarbeit europäischer Rüstungsunternehmen gefordert. Europa brauche eine gemeinsame Herangehensweise für Militärausrüstung, sagte der SPD-Politiker vorgestern Abend bei der Sommeruniversität des französischen Arbeitgeberverbands Medef bei Paris. Das bedeute mehr Kooperation und einen «Prozess der Konsolidierung» in der europäischen Rüstungsindustrie, «einschließlich Fusionen».

«Wir dürfen Fusionen nicht nur unter der Führung unserer nationalen Champions unterstützen», sagte Vizekanzler Scholz. Er verwies darauf, dass die EU-Staaten 178 verschiedene Waffensysteme benutzten, während die USA nur 30 hätten. In der EU gibt es schon länger Bestrebungen nach einer engeren Zusammenarbeit bei der Beschaffung von Waffensystemen - mangelnde Koordinierung der Staaten gilt als Kostentreiber. Deutschland und Frankreich haben beispielsweise im



Bundesfinanzminister Olaf Scholz.

Foto dpa/Kay Nietfeld

vergangenen Jahr grundsätzlich vereinbart, gemeinsam ein neues Kampfflugzeug zu entwickeln. Dazu sollen der Eurofighter-Hersteller Airbus und der französische Dassault-Konzern, der den Rafale-Kampffjet baut, zusammenarbeiten.

Olaf Scholz hat während der Medef-Sommeruniversität auch vor nationalistischen Antworten auf große Herausforderungen wie Migration, Globalisierung und Terrorismus gewarnt. «Leider sympathisiert eine wachsende Zahl von Menschen in Europa mit einfachen Antworten von Demagogen und Nationalisten und ihren angeblichen «nationalen Lösungen»», sagte der Bundesfinanzminister in Jouy-en-Josas in der Nähe von Paris. «Es

gibt aber keine nationalen Lösungen für diese Herausforderungen.»

Er stimme dem Staatschef Emmanuel Macron zu, dass dies eine Frage der europäischen Souveränität sei. «Und es ist eine Frage der Macht, wenn wir auf Augenhöhe mit politischen und wirtschaftlichen Mächten wie den Vereinigten Staaten und China verhandeln wollen», sagte Scholz bei einem gemeinsamen Auftritt mit dem französischen Wirtschaftsminister Bruno Le Maire.

Der SPD-Politiker merkte an, dass die lange Suche nach Kompromissen einer der Gründe sei, warum Menschen in Europa die Europäische Union als schwach

ansähen. «Sie wollen wissen, wie wir Sicherheit, Vertrauen, soziale Sicherheit und Wachstum garantieren.»

**Wir müssen noch eine ganz Reihe von Aufgaben bewältigen, um für die Zukunft gewappnet zu sein**

Olaf Scholz dringt zudem auf rasche Weichenstellungen für mehr Krisenfestigkeit in Europa. Die Europäer hätten «nicht unendlich viel Zeit ... bei der Vollendung der Bankenunion und der Kapitalmarktunion in Europa», mahnte Scholz gestern bei einer Bankentagung in Frankfurt. Nach der jüngsten Finanzkrise seien wichtige Entscheidungen für ein stabileres Finanzsystem umgesetzt worden. «Aber wir sind keineswegs am Ende des Weges, und wir müssen noch eine ganz Reihe von Aufgaben bewältigen, um für die Zukunft gewappnet zu sein.» Deutschland und Frankreich setzen sich unter anderem dafür ein, den Euro-Rettungsschirm ESM zu einer Art Europäischen Währungsfonds auszubauen. Zudem soll der ESM als letztes Auffangnetz bei möglichen Bankenpleiten einspringen: Dann wäre es einfacher, kriselnde Banken mit öffentlichem Geld zu retten. Scholz bedauerte, dass die deutschen Banken im internationalen Wettbewerb zurückgefallen sind.

ECONOMIC et DEFENSE